

[Français]

ON DEMANDE QU'UNE DÉCLARATION SOIT FAITE SUR LES MESURES VISANT À FAVORISER LES PRODUCTEURS DE PORC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Il y a quelques jours, l'honorable député de Bellechasse demandait à l'honorable ministre si le gouvernement se propose d'aider les producteurs de porc au Canada afin de leur épargner la faillite. Il avait alors répondu qu'il s'occuperait de cette affaire, aujourd'hui même, en rencontrant les représentants des associations de producteurs de porc. Peut-il dire ce qui s'est fait à ce sujet?

● (1440)

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons reçu un mémoire dans lequel certaines solutions nous sont recommandées aux problèmes qui se posent actuellement dans l'industrie de l'élevage porcin, et nous sommes à l'étudier.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE PRÉVOYANT L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question à poser au sujet de l'approvisionnement en produits alimentaires et j'aimerais m'adresser au président du Conseil privé. Lors d'une conférence de presse, immédiatement après la présentation du discours du trône, le président du Conseil privé avait dit qu'une mesure législative serait présentée à la Chambre dans les deux semaines, précisément pour favoriser l'accroissement de l'approvisionnement en produits alimentaires, et j'aimerais que le ministre nous annonce maintenant la date précise de la présentation de cette mesure.

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne ce qui a été présenté, le député peut se reporter au *Feuilleton*. Je ne suis pas en mesure aujourd'hui d'annoncer des dates précises, mais je puis assurer à mon ami le député que cette mesure sera présentée.

Une voix: Vous n'avez simplement pas de politique.

M. Hellyer: Je suis d'accord, il n'y en a pas que je sache en ce moment. Comme bon nombre de mes électeurs doivent consacrer de 40 à 50 p. 100 de leur revenu à leur loyer, que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines n'a pas établi de politique efficace pour améliorer la situation et enfin, que les prix des produits alimentaires montent en flèche, le ministre ne peut-il nous garantir...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. J'allais conseiller au député de poser sa question et je crois l'avoir interrompu précisément au moment où il allait le faire.

Questions orales

M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, eu égard aux circonstances, au lieu de poser ma question supplémentaire au leader du gouvernement à la Chambre, car je crains qu'il ne se borne à répéter la réponse qu'il m'a donnée la première fois et qui n'était pas du tout satisfaisante ni pour la Chambre ni pour les Canadiens, je devrais peut-être la poser au premier ministre.

Une voix: Et vous allez recevoir le même genre de réponse.

M. Hellyer: Étant donné qu'aucune mesure efficace n'a été prise au regard du coût de l'habitation et de la hausse des prix des produits alimentaires, et qu'aujourd'hui de petits investisseurs qui placent leur argent...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. Comme le député parle depuis quelque temps déjà, il devrait peut-être poser maintenant sa question.

M. Hellyer: Oui, monsieur l'Orateur. J'ai vraiment cru que le préambule s'imposait comme prémisse de ma question. Je poserai donc directement cette dernière au premier ministre. Étant donné l'inflation sans précédent qui étouffe maintenant les citoyens à revenu modeste, peut-il donner à la Chambre une raison logique, fondée sur la morale, pour laquelle lui-même et les membres de son gouvernement ne devraient pas être accusés de larcin?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous pouvez bien parler de morale.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Allez-y, parlez-en!

Des voix: Bravo!

Une voix: Mettons Trudeau en accusation. A bas le tsar!

Des voix: Bravo!

* * *

LES FINANCES

DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE TAXE SUR LES BÉNÉFICES EXAGÉRÉS OU DE MESURES CONTRE LE MERCANTILISME—LES VUES DU GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, si je puis obtenir son attention, j'aimerais adresser ma question au premier ministre.

Une voix: Nous demandons un procès.

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

Une voix: Qu'on destitue le gouvernement; nous aurions un sacré procès.

M. l'Orateur: A l'ordre. Voilà un moment que le député de Yorkton-Melville essaie de poser sa question, ce qui lui est très difficile du fait du bruit qui règne dans la Chambre.